

LA PRESSE

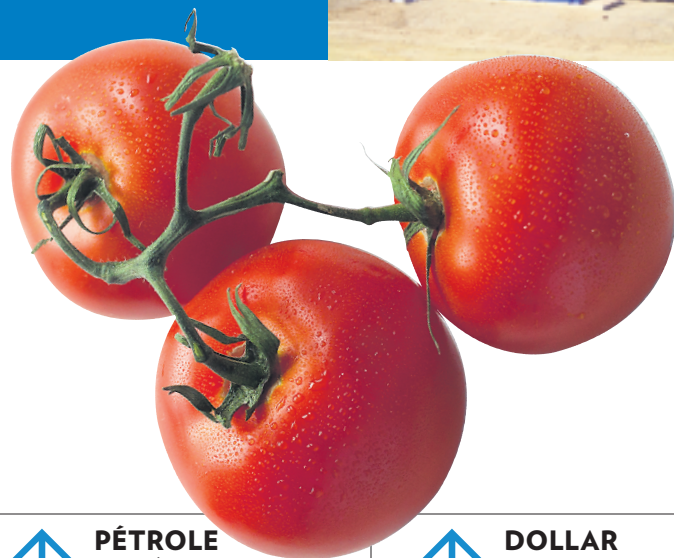


FRANCIS VAILLES
LA VENTE DE SNC
DEVRA ÊTRE ENVISAGÉE
PAGE 5

BILLET BOURSIER
JUNEX ET PÉTROLIA
JAILLISSENT PAGE 7



AFFAIRES



TOMATES DE SERRE
SAVOURA EST À VENDRE AU PLUS OFFRANT
PAGE 4

↓ **S&P TSX**
15 234,34
-6,82 (-0,04%)

↓ **S&P 500**
2104,50
-6,24 (-0,30%)

↓ **DOW JONES**
18 132,70
-81,72 (-0,45%)

↑ **PÉTROLE**
49,76 \$US
+1,59 \$US (+3,30%)

↑ **DOLLAR**
79,98 ¢US
+0,15 ¢US

BOMBARDIER

C'EST PARTI POUR LE CS300

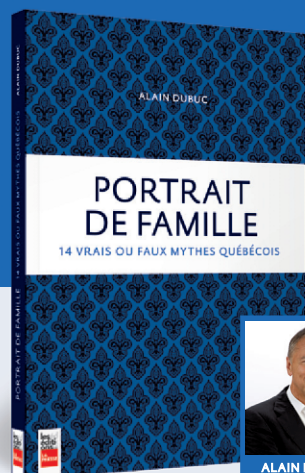
Le plus gros membre de la famille CSeries, le CS300, a effectué un vol inaugural de cinq heures hier à Mirabel. Le nouveau président de Bombardier Aéronautique, Alain Bellemare, entend consacrer toutes ses énergies à faire de cette entreprise un succès, a-t-il dit en entrevue avec *La Presse Affaires*.

À LIRE EN PAGES 2 ET 3



Le premier vol du CS300 de Bombardier

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE



LES QUÉBÉCOIS SONT-ILS RICHES ?
VRAI OU FAUX ?

14 MYTHES QUÉBÉCOIS SOUS LA LOUPE



Offert en librairie ou sur
editionslapresse.ca

Aussi en format PDF et E-pub



LA PRESSE AFFAIRES BOMBARDIER

CSERIES

L'entrée en service pourrait glisser en 2016

MARIE TISON

Bombardier prévoit toujours faire certifier la CSeries avant la fin de l'année, mais l'entrée en service pourrait glisser au début de 2016.

«L'objectif est une certification du CS100 à la fin de 2015, a déclaré le nouveau président de Bombardier, Alain Bellemare, à l'occasion du vol inaugural du CS300. Après, il faut travailler avec les clients pour voir quand ils peuvent prendre livraison de l'avion. Ça peut être fin 2015, ça peut être début 2016. Nous ne parlons pas [d'un délai] d'une année, nous parlons de quelques semaines.»

Le CS100, qui a effectué son premier vol en septembre 2013, peut transporter de 108 à 110 passagers. Le CS300 peut transporter de 130 à 135 passagers, et jusqu'à 160 passagers en configuration haute densité. Le CS300 est l'appareil le plus populaire de la famille, avec 74% des commandes fermes.

Étapes préliminaires

Avant de prendre livraison d'un nouvel appareil, les sociétés aériennes doivent notamment procéder à la formation des pilotes, sélectionner les liaisons et, dans certains cas, mettre au point des campagnes de publicité.

«Il y a des clients qui peuvent accomplir ça en un mois après la certification, a déclaré Robert Dewar, vice-président de Bombardier Aéronautique pour la CSeries. Pour d'autres, c'est plus long.»

M. Dewar a affirmé que Bombardier pouvait gérer davantage l'échéancier menant à la certification, notamment parce l'avionneur a maintenant terminé 80% des essais. Il a notamment terminé la plupart des essais qui risquaient de



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

On a procédé au premier décollage du CS300 hier devant quelques dizaines de journalistes, d'invités et d'employés. Comme il faisait -18 degrés sur le bord de la piste, Bombardier avait pris soin de distribuer des tuques aux invités.

retarder sérieusement le programme en cas de résultats négatifs, comme les essais à vitesse et altitude maximums, les essais au froid et les essais d'évacuation.

M. Bellemare a toutefois rappelé qu'il pouvait encore y avoir des imprévus.

«Lorsqu'on est dans un processus de certification, ce n'est pas fini tant que ce n'est pas fini», a-t-il lancé.

Décollage du CS300

On a procédé au premier décollage du CS300 hier matin devant quelques dizaines de journalistes, d'invités et d'employés.

Comme il faisait -18 degrés sur le bord de la piste, Bombardier avait pris soin de distribuer des tuques aux invités. Battant de la semelle, le président du conseil d'administration de Bombardier, Pierre Beaudoin, s'est rappelé les matins glaciaux où il

accompagnait les intrépides clients de Bombardier Produits récréatifs lors de randonnées en motoneige.

«Nous sommes toujours fiers de pouvoir partager ça avec nos employés, a-t-il lancé. C'est plus froid [que lors du premier vol du CS100], mais c'est ben l'fun.»

Pour sa part, le nouveau président, Alain Bellemare, a affirmé que cet événement allait donner un nouvel essor au programme de la CSeries.

«Chaque fois qu'il y a des jalons comme ça, ça donne confiance aux clients et aux investisseurs, a-t-il déclaré aux journalistes. Ils réalisent que le programme continue à progresser dans la bonne direction.»

Il a noté que les négociations avec les clients s'étendaient sur une longue période de temps.

«Les gens n'attendent pas nécessairement le vol de l'appareil en soi pour signer un

contrat, mais c'est clair qu'avec le vol du CS300 aujourd'hui, ça va nous permettre d'accélérer des discussions avec des clients potentiels», a déclaré M. Bellemare.

Le nouveau président a reconnu que le programme de CSeries avait connu sa part de défis. Il y a eu des délais importants et des dépassements de coûts.

«C'est un programme complexe avec beaucoup de technologie, a-t-il déclaré. Des dépassements de coûts, ça arrive avec des programmes de cette envergure. Nous avons fait beaucoup de progrès, nous sommes dans la phase de certification. En ce qui a trait aux risques, il y a une réduction significative. Bientôt les clients verront les bénéfices.»

Plus de commandes souhaitées

Bombardier a enregistré 243 commandes fermes pour la

FICHE TECHNIQUE DU CS300

- > Longueur: 38,7 mètres
- > Envergure: 35,1 mètres
- > Hauteur: 11,5 mètres
- > Capacité: 130 à 135 passagers; 160 passagers en version haute densité
- > Autonomie de base: 2778 kilomètres
- > Autonomie maximale: 5463 kilomètres
- > Vitesse de croisière normale: 829 km/h
- > Prix courant: 79 millions US
- > Moteurs: Pratt & Whitney PurePower PW1500G

CSeries, en plus d'engagements et d'options pour 320 autres appareils.

La direction avait pour objectif 300 commandes fermes avant l'entrée en service.

«C'est un bon carnet de commandes, mais nous aimerions gagner un peu de momentum, a déclaré M. Bellemare. [Le président de Bombardier Aéronautique] Mike Arcamone a commencé à réénergiser les équipes de vente.»

Bombardier fait valoir que les coûts d'exploitation de la CSeries sont inférieurs de 15% à ceux des appareils concurrents et que sa consommation de carburant est inférieure de 20%.

M. Arcamone a minimisé un éventuel impact négatif de la chute des prix du carburant. Selon lui, cette baisse est temporaire, ce qui permettra à la CSeries de conserver son attrait. Et pendant cette courte période de temps, les sociétés aériennes auront amélioré leur situation financière, ce qui leur permettra de renouveler leur flotte.

LE CS100 DÉVOILE SON AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR



PHOTOS DAVID BOILY, LA PRESSE

Bombardier a profité du vol inaugural du CS300 pour présenter l'aménagement intérieur du plus petit membre de la famille CSeries, le CS100. L'avion a notamment servi à un exercice d'évacuation, nécessaire au processus de certification. Pour les besoins de ce test, l'avionneur a placé dans l'appareil plus de fauteuils que l'exige la norme.

— Marie Tison

LA PRESSE+ AFFAIRES

Demain dans La Presse+

TECHNO

On est encore loin, très loin, d'un robot intelligent.

PHOTO BY EVAN AGOSTINI, ASSOCIATED PRESS

FINANCES PERSONNELLES

Comment se porte la classe moyenne?

STÉPHANIE GRAMMOND

Des réponses pour vos questions d'impôt



ALAIN BELLEMARE, NOUVEAU PDG DE BOMBARDIER

Ranimer l'esprit de conquête



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE
GRANDE
ENTREVUE

Il y a quatre mois à peine, Alain Bellemare n'aurait jamais pu seulement imaginer qu'il allait se retrouver à la tête de la plus importante multinationale québécoise. Citoyen américain depuis deux ans, l'ex-PDG de la plus importante division du géant américain United Technologies était convaincu qu'il allait passer le reste de sa vie active dans un poste de commande aux États-Unis.

Alain Bellemare a été nommé président et chef de la direction de Bombardier le 12 février dernier lorsqu'il a succédé à Pierre Beaudoin, qui a lui-même remplacé son père, Laurent Beaudoin, au poste de président exécutif du conseil de l'entreprise.

Le nouveau PDG de Bombardier venait tout juste de quitter la présidence de UTC Propulsion & Aerospace Systems, la division qui chapeaute toutes les activités de l'aéronautique de United Technologies (UTC) et qui génère près de la moitié de son chiffre d'affaires annuel de 65 milliards US.

Une histoire d'amour avec l'aéronautique

Alain Bellemare a fait carrière dans le secteur de l'aéronautique, où il a été notamment, de 2002 à 2008, président de Pratt & Whitney Canada, une division de UTC, avant d'être promu à la tête de Hamilton Sundstrand, autre division de la multinationale, spécialisée dans la fabrication de systèmes de propulsion pour l'aviation civile et militaire.

En 2012, UTC fait l'acquisition du fabricant de trains d'atterrissage Goodrich et le PDG de UTC, le québécois Louis Chênevert, délègue Alain Bellemare comme PDG de la nouvelle entité UTC Propulsion & Aerospace Systems.

Coup de théâtre, en novembre dernier, Louis Chênevert quitte abruptement la direction de UTC et le conseil d'administration nomme aussitôt Gregory Hayes, chef de la direction financière de l'entreprise, pour le remplacer.

«J'ai 53 ans, je suis en pleine forme et j'aime travailler. Je



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

Le principal objectif d'Alain Bellemare sera de s'attaquer à la réduction des coûts de lancement du programme de la CSeries en raccourcissant les délais d'amortissement prévus, et de relancer, en parallèle, l'effort de commercialisation.

ne voyais pas de possibilités d'avancement chez UTC avant plusieurs années, j'ai donc décidé de quitter pour évaluer les nouvelles opportunités qui allaient se présenter.

«J'étais convaincu de poursuivre ma carrière aux États-Unis. Mais Pierre Beaudoin a

une maison, où la famille sera réunie au terme de l'année scolaire.

«Ça fait huit ans qu'on vit aux États-Unis. On a obtenu la citoyenneté américaine il y a deux ans et je pensais vraiment poursuivre ma carrière là-bas. On est très content parce

«J'étais convaincu de poursuivre ma carrière aux États-Unis. Mais Pierre Beaudoin a été le premier à m'appeler pour me proposer de le rencontrer afin de discuter de l'avenir de Bombardier. J'ai été approché par des entreprises d'autres secteurs, mais l'aéronautique occupe une place centrale dans mon cœur.»

— Alain Bellemare, PDG de Bombardier

été le premier à m'appeler pour me proposer de le rencontrer afin de discuter de l'avenir de Bombardier. J'ai été approché par des entreprises d'autres secteurs, mais l'aéronautique occupe une place centrale dans mon cœur», m'a expliqué Alain Bellemare, hier, en marge du vol inaugural du CS300 à Mirabel.

Coincidence ou prémonition, sa femme et lui avaient décidé l'été dernier d'acheter un condo à Montréal pour y avoir un pied-à-terre lorsqu'ils viennent y rencontrer leur famille et leurs amis. Ils vont plutôt s'acheter

que notre vie, nos familles et nos amis sont au Québec», souligne-t-il.

La CSeries, la grande priorité

Alain Bellemare était très au fait des difficultés que traverse Bombardier et des pressions tant financières qu'opérationnelles auxquelles il aura à faire face.

Selon lui, Bombardier doit composer avec des problèmes conjoncturels. Le développement simultané de trois nouveaux programmes (la CSeries, le Learjet 85 et les Global 7000

et 8000) a drainé beaucoup d'argent et de ressources, mais la situation est maintenant en voie de rétablissement.

«Ça fait 20 ans que Pierre et moi, on se connaît. Bombardier est une grande entreprise, c'est le joyau industriel du Québec et du Canada. Quand il m'a proposé de contribuer à la relance du groupe, j'étais très conscient des défis, mais si j'ai accepté, c'est que j'ai la conviction que l'on va gagner. Je ne serais pas venu sinon», insiste le PDG.

À cet égard, Alain Bellemare souhaite d'ailleurs ranimer cet esprit de conquête auprès des employés «très qualifiés et très dédiés» du constructeur d'avions. Mais sa priorité immédiate sera évidemment de mettre au point le lancement de la CSeries et d'obtenir sa certification dans les délais.

«Pour les prochains mois, Pierre et moi avons convenu que j'allais consacrer mes énergies à la CSeries. C'est la priorité parce c'est l'avenir du groupe Bombardier Aéronautique pour les 25 prochaines années.»

Son principal objectif sera de s'attaquer à la réduction des coûts de lancement du programme en raccourcissant les délais d'amortissement prévus, et de relancer, en parallèle, l'effort de commercialisation.

«Là, nos clients potentiels ont

accès à des données de vol et ils sont mieux en mesure d'évaluer que les appareils livrent leurs promesses. Ils peuvent voir leurs performances et bientôt, ils pourront même les constater en vol», précise-t-il.

Plusieurs atouts ont joué en faveur de la nomination d'Alain Bellemare comme PDG de Bombardier. Il a dirigé quantité de nouveaux programmes de développement complexes chez Pratt & Whitney et chez UTC, et il a tissé au cours des huit dernières années un impressionnant réseau de contacts.

«Je connais tous les clients, les fournisseurs ainsi que les dirigeants de compagnies aériennes. Même chez Bombardier, UTC est le plus important fournisseur de moteurs et de systèmes de vols, de nacelles, de groupes électroniques.

«Et vous me connaissez. Je suis un passionné et je compte bien rendre cette passion contagieuse», explique-t-il.

Il aura l'occasion de le faire parce qu'Alain Bellemare entend faire le tour des usines de Bombardier Aéronautique pour y rencontrer les équipes d'employés. Une fois la CSeries bien en selle, il prévoit réaliser la même démarche au sein des unités de Bombardier Transport.

1 MILLIARD DE PLUS POUR BOMBARDIER



PHOTO MATHIEU WADDELL, ARCHIVES LA PRESSE

Bombardier a amassé 1,1 milliard de dollars dans sa plus récente émission d'actions et a augmenté à 2,25 milliards sa vente d'obligations, a-t-elle annoncé hier. L'entreprise cherche à renflouer ses coffres alors que les coûts de mise au point de la CSeries ont augmenté significativement. L'émission d'actions de Bombardier est donc à peu près 45% plus importante que l'objectif original de 750 millions, tel qu'énoncé plus tôt ce mois-ci. Bombardier souhaitait récolter environ 2,1 milliards, mais elle ira finalement chercher 3,35 milliards.

— Bloomberg

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

Avis

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC. SOUHAITE LA BIENVENUE À HUGO BARRETTE ET SON ÉQUIPE

Vous pouvez joindre Hugo et son équipe au:

HUGO BARRETTE, CFA
VICE-PRÉSIDENT ET GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE
514-878-8158
hugo.barrette@rbc.com

YANIK GIROUX, MBA
514-878-8172
yanik.giroux@rbc.com

LILIAN ISHAK, BA ASSOCIÉE
514-878-8165
lilian.ishak@rbc.com

RBC Dominion valeurs mobilières Inc. offre une gamme complète de services financiers, notamment des conseils de gestion de portefeuille professionnels, des services de planification de retraite, de planification d'entreprise et de planification successorale, ainsi que des stratégies de protection du patrimoine.

1 Place Ville Marie, bureau 300, Montréal, QC H3B 4R8



David Agnew, chef de la direction et directeur national de RBC Dominion valeurs mobilières Inc., est heureux et fier d'annoncer l'arrivée d'Hugo Barrette et son équipe à la succursale de la Place Ville Marie à titre de Vice-président et gestionnaire de portefeuille.

Monsieur Barrette sera appuyé par une équipe expérimentée dans le secteur des services financiers, tant du côté de la gestion de portefeuille et de patrimoine ainsi qu'au niveau de services conseils et d'analyses financières corporatives auprès de professionnels et d'entrepreneurs.



RBC Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

Tout un patrimoine à partager.

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. *Membre-Fonds canadien de protection des épargnants. RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, unité d'exploitation de la Banque Royale du Canada. © Marques déposées de la Banque Royale du Canada, utilisées sous licence. © RBC Dominion valeurs mobilières Inc., 2015. Tous droits réservés. 90301_BBS_001 (02/15)

LA PRESSE AFFAIRES

Les tomates Savoura sont à vendre

Insolvable, le producteur a perdu plus de 6 millions depuis deux ans

ANDRÉ DUBUC

La tomate Savoura est une belle histoire qui tourne mal. Le plus important producteur de tomates de serre du Québec est insolvable et se voit forcé de vendre ses serres et sa marque de commerce.

Ses principaux créanciers ont demandé à la Cour de nommer un séquestre en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité jeudi.

C'est Raymond Chabot qui a été nommé pour enclencher un processus de vente ordonnée des actifs pour permettre aux créanciers garantis, la Banque Nationale et la Banque Royale, de réaliser leurs garanties.

« Les principaux actifs sont les trois serres, la marque de commerce Savoura et l'ensemble des stocks », explique, dans un entretien, Jocelyn Renaud, associé chez Raymond Chabot et séquestre nommé au dossier.

« On s'assure en même temps que les activités de production et de distribution continuent », poursuit M. Renaud. Il a commencé à rencontrer les employés de la société hier pour les informer de la situation. Ils sont près de 200 en tout.

Beau produit, belle marque

« Il faut continuer à livrer et produire un produit de qualité pour que les gens qui consomment la tomate Savoura aient encore un produit de qualité. Savoura, c'est une belle marque. C'est un beau produit. Ça été une belle réussite, il faut s'assurer de la prolonger. »

L'intention du séquestre est de trouver un acheteur qui va poursuivre les activités. « L'optique de départ, c'est de conserver les emplois et la production de



PHOTO JEAN-MARIE VILLENEUVE, ARCHIVES LE SOLEIL

Le plus grand producteur de tomates de serre au Québec, frappé par la concurrence du Mexique et de l'Ontario, se voit forcé de vendre ses installations et sa marque de commerce.

tomates au Québec », insiste M. Renaud.

En janvier dernier, la rumeur courait que l'ontarienne Mastronardi Produce était sur le point de racheter

de Savoura au Québec vont probablement en faire partie aussi, mais on ne se limitera pas à la province de Québec pour trouver des investisseurs. »

c'est le tribunal qui tranche.

« Ça serait vraiment dommage que Savoura passe à des intérêts ontariens, croit André Michaud, accompagnateur d'entreprises agroalimentaires en développement d'affaires. La production maraîchère sous serre, avec environ 100 hectares, est déjà marginale en comparaison de l'Ontario, avec ses 1500 hectares, fait-il remarquer. Savoura, c'est 11 hectares d'un coup qui sont à risque. »

La concurrence mexicaine fait mal

Fondée il y a 25 ans, Savoura a perdu 6 millions au cours de ses deux derniers exercices financiers. Elle doit 20 millions en tout à ses créanciers: 10 millions à la Banque Nationale et 6 millions à la Banque Royale.

Investissement Québec (IQ) lui a prêté 1,4 million et a investi 1 million en capital-actions dans la société. « On savait qu'il était en défaut de paiement, mais c'est tout », dit Chantal Corbeil, porte-parole d'IQ.

Les producteurs d'ici ont maillé à partir avec la concurrence des tomates en provenance du Mexique et de l'Ontario, selon André Mousseau, président du syndicat des producteurs en serre du Québec. « Le Mexique nous envoie des tomates à bas prix tous les hivers et nos grands marchés n'achètent pas ce qui est le meilleur, mais ce qui est moins cher », dit-il.

Pour André Michaud, l'expérience malheureuse au Mexique a fragilisé l'entreprise. En 2010, Savoura avait investi 2 millions pour produire au Mexique. Elle a fermé boutique moins de 2 ans plus tard.

« Avec les surplus d'électricité que l'on a au Québec, je ne comprends pas que le gouvernement ne propose pas un tarif plus bas aux producteurs serricoles pour permettre de combler le retard sur l'Ontario », dit M. Michaud.

SERRES DU SAINT-LAURENT

- > Fondée en 1988
- > Propriétaire de la marque Savoura
- > Près de 200 employés
- > Trois serres (Danville, Saint-Étienne-des-Grès, Portneuf)
- > Pertes financières depuis deux ans: 6 millions
- > Superficie des installations: environ 11 hectares
- > Parts de marché: environ 40 % de la production de tomates de serre du Québec

OTTAWA

Un surplus de 2,4 milliards en décembre

LA PRESSE CANADIENNE ET LA PRESSE

L'excédent du gouvernement fédéral a grimpé en décembre par rapport au même mois un an plus tôt, les revenus ayant progressé pendant que les dépenses diminuaient.

Ottawa a ainsi affiché un excédent de près de 2,43 milliards de dollars pour le dernier mois de 2014, comparativement à un surplus de 1,2 milliard au même mois de l'année précédente, d'après la Revue financière du ministère des Finances.

Les revenus de décembre ont totalisé 24,8 milliards, en hausse de 1 milliard par

rapport à l'année précédente, aidés par une augmentation des rentrées d'impôts sur le revenu des entreprises et par un gain de 900 millions lié au transfert des actions ordinaires du constructeur automobile General Motors à l'Ontario.

Entre-temps, les dépenses du gouvernement fédéral en décembre se sont chiffrées à 20,2 milliards, en baisse d'environ 200 millions par rapport au même mois un an plus tôt.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice financier, Ottawa cumule un déficit de 902 millions, comparativement à un déficit de 12,18 milliards pour la même période un an plus tôt.

Des déficits inférieurs aux prévisions au Québec

À Québec, le gouvernement du Québec continue d'enregistrer des déficits mensuels à un rythme inférieur à ses prévisions. Après huit mois d'exercice, le défi-

mois de novembre s'est soldé par un déficit de 158 millions. Cette somme est plus élevée que le déficit de 93 millions du même mois de l'année précédente, mais demeure plus faible que le rythme mensuel prévu d'en-

au cours des quatre prochains mois, ce qui serait un net renversement de tendance sur les 596 millions des huit premiers mois.

Entre avril et novembre, les dépenses de programme ont crû de 1,1 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, sous la cible annuelle de 2,1 %. En incluant le service de la dette (-3,1 %), les dépenses totales ont augmenté de 0,6 %, trois fois moins que la cible de 1,9 %. Du côté des revenus, l'impôt des particuliers et les taxes à la consommation sont demeurés relativement faibles en novembre, avec des reculs respectifs de 11,5 % et 7,8 % sur le même mois de l'année précédente.

Après huit mois d'exercice, le déficit atteint 596 millions au Québec, alors que la cible annuelle est de 2,35 milliards.

cit atteint 596 millions, alors que la cible annuelle est de 2,35 milliards.

L'information est tirée du dernier rapport mensuel du ministère des Finances. Le

viron 200 millions.

Pour atteindre le déficit annuel prévu de 2,35 milliards, le gouvernement devrait enregistrer des déficits totalisant 1,75 milliard

AFFAIRES
700
715 FINANCEMENT
1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

SPORTS
PLONGEZ DANS L'ACTION
Tous les jours dans *La Presse*

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		4		1				
	2							7
3			8					9
2								6
		8		4				1
9			6		5			3
		7		5	3			2
			2	7				
					8			1

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	5	3	8	2	9	4	6	7
2	6	4	3	7	1	5	9	8
7	9	8	5	4	6	2	1	3
8	1	6	7	5	4	3	2	9
3	2	5	9	1	8	6	7	4
9	4	7	6	3	2	1	8	5
4	8	9	2	6	3	7	5	1
5	3	2	1	8	7	9	4	6
6	7	1	4	9	5	8	3	2

Niveau de difficulté: TRÈS DIFFICILE

3133

Par Fabien Savary

3132

Fidélisation

Aimia retrouve la rentabilité

Le gestionnaire de programme de fidélisation Aimia (TSX: AIM) affiche un bénéfice de 21,5 millions et un bénéfice ajusté de 60 millions pour son quatrième trimestre, alors qu'il avait fait état, l'an dernier, de pertes à ces deux rubriques en raison d'un changement de partenaires bancaires canadiens dans le programme Aéroplan.

Le bénéfice net par action a atteint 9 cents pour le trimestre clos le 31 décembre, tandis que le profit ajusté s'est chiffré à 20 cents par action.

Les analystes s'attendaient à un bénéfice ajusté de 24 cents par action, mais Aimia a tout de même indiqué avoir atteint ou surpassé tous ses grands objectifs financiers pour 2014.

Les revenus du quatrième trimestre ont progressé de 10,7 % par rapport à un an plus tôt, atteignant 761,1 millions – un chiffre d'affaires

supérieur aux prévisions d'analystes recueillies par Thomson Reuters.

Aimia exploite les programmes de fidélisation pour Air Canada, les cartes de crédit des banques TD et CIBC, ainsi que d'autres partenaires d'affaires.

La société établie à Montréal avait réalisé une perte nette de 125,7 millions, ou 74 cents par action, au quatrième trimestre de 2013, ainsi qu'une perte ajustée de 111,1 millions, ou 50 cents par action, en raison de coûts liés à la sélection de la Banque TD (TSX: TD) comme émetteur principal de cartes de crédit Aéroplan.

L'action d'Aimia a cédé 1,50 \$, soit 10,5 %, pour clôturer à 12,85 \$ à la Bourse de Toronto, après avoir reculé plus tôt dans la séance jusqu'à 12,50 \$, son plus bas niveau en 52 semaines.

— La Presse Canadienne

OMERS

10%

Le fonds de pension des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) a fait moins bien que la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2014. OMERS a dégagé un rendement de 10 %, contre 12 % pour la Caisse. Le fonds ontarien gère un actif d'environ 92 milliards, par rapport aux 225 milliards de l'institution québécoise.

— La Presse

La vente de SNC devra être envisagée



**FRANCIS
VAILLES**
CHRONIQUE

Dans le contexte des accusations criminelles, la vente de SNC-Lavalin fait partie des trois options que les dirigeants devront envisager pour assurer la survie de l'organisation. Voici pourquoi.

D'abord, soyons lucides. Si la GRC a déposé ces rares accusations contre une entreprise, c'est qu'elle estime avoir une preuve solide. Oubliez la possibilité que les procureurs fédéraux retirent, dans quelques mois, les deux chefs de fraude et de corruption pour l'affaire en Libye.

Or, en vertu des lois canadiennes, il n'est pas possible pour une entreprise de reconnaître les faits et de payer une amende sans admettre sa culpabilité, comme c'est le cas aux États-Unis. Au terme du processus judiciaire, SNC sera donc coupable ou non coupable.

En temps normal, SNC-Lavalin aurait pu être tentée de plaider coupable rapidement après avoir pris connaissance de la preuve de la Couronne. De toute façon, elle est bien disposée à payer une amende, même salée, pour enfin tourner la page sur ce cauchemar.

Le problème, c'est qu'un verdict de culpabilité entraînerait de lourdes conséquences. Au fédéral, le « cadre d'intégrité » de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est clair: les entreprises déclarées coupables sont automatiquement privées de contrats fédéraux pour 10 ans. Fini la possibilité de construire le pont Champlain,

fini l'entretien des immeubles fédéraux, fini les contrats avec l'armée, etc.

L'approche du Québec est plus pragmatique que celle du fédéral. Actuellement, la Loi sur l'intégrité du Québec retire automatiquement aux entreprises reconnues coupables le droit de soumissionner sur des contrats du gouvernement, des municipalités et d'Hydro-Québec.

Toutefois, cette interdiction de soumissionner ne sera plus automatique après l'adoption de la loi 26 (actuellement à l'étude) visant la récupération des sommes fraudées. L'autorisation de soumission-

ner sera plutôt laissée à la discrétion de l'Autorité des marchés financiers (AMF), qui jugera de la situation en fonction des changements éthiques de l'entreprise et du règlement financier.

En raison du cadre d'intégrité fédéral, SNC n'a pas le choix de défendre vigoureusement son innocence et de se battre pendant des années devant les tribunaux. Elle devra le faire même si le dévoilement de la preuve de la Couronne nuira à sa réputation.

Sachant que l'AMF juge appropriées les mesures déjà mises en place par SNC – un certificat d'intégrité lui a été octroyé en février 2014 – il y a tout lieu de croire qu'un éventuel verdict de culpabilité n'entraînerait pas le retrait du certificat.

Par contre, en raison du cadre d'intégrité fédéral, SNC n'a pas le choix de défendre

du modus operandi de Riadh Ben Aïssa, sachant les tractations pour aider l'un des fils Kadhafi à fuir illégalement la Libye lors de l'insurrection, de même que les liens douteux allégués de l'ex-PDG Pierre Duhaime avec Riadh Ben Aïssa dans un autre dossier.

Trois options

Pour sortir de cette impasse, trois options s'offrent aux dirigeants. D'abord, le « cadre d'intégrité » du fédéral prévoit une exception à la radiation de 10 ans, appliquée si l'intérêt public le justifie. Parmi les



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Si SNC-Lavalin est reconnue coupable, elle sera automatiquement privée de contrats fédéraux pour 10 ans, à moins qu'elle ne démontre que cette radiation irait à l'encontre de l'intérêt public.

cinq exemples de circonstances justifiant l'intérêt public, il y a la sécurité nationale et l'urgence, mais aussi le préjudice économique.

La deuxième option est la restructuration complète de l'organisation, c'est-à-dire le transfert de tous les actifs et employés dans une nouvelle coquille. Cette nouvelle entité, qui ne serait plus sous le coup d'un dossier criminel, pourrait alors soumissionner sur les contrats publics.

Cette restructuration serait toutefois fort complexe, puisque les actionnaires en Bourse et les prêteurs devraient aussi être transférés. De plus, il n'est pas dit que le fédéral acceptera ce qui pourrait être perçu comme un subterfuge.

Enfin, la troisième option est la vente pure et simple de SNC-Lavalin à un concurrent qui montre patte blanche, comme ce fut le cas de Dessau. L'organisation survivrait et pourrait alors soumissionner aux contrats fédéraux. Mais vous connaissez la conséquence: Montréal perdrait probablement l'un de ses plus importants sièges sociaux.

La pression sera énorme pour faire passer SNC dans la petite brèche du cadre d'intégrité.

PROPOSITIONS

C'EST LE MOMENT DE PRENDRE LES BONNES DÉCISIONS POUR L'AVENIR DU QUÉBEC.

Dans le cadre des **consultations prébudgétaires du gouvernement du Québec**, l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec a déposé un mémoire dans lequel il propose un virage important en faveur de la transparence, de l'efficacité et de l'accessibilité de la fiscalité québécoise.

Pour faire de notre régime fiscal un levier de développement, l'Ordre y va de 11 recommandations et propose notamment la fusion des taxes de vente et des déclarations de revenus fédérale et provinciale, la ventilation de la dette publique par secteur et l'évaluation systématique de l'efficacité des programmes gouvernementaux.



LA PRESSE AFFAIRES

Le règne de Martin Tremblay chez Warner Bros. est terminé

EXCLUSIF

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

L'industrie québécoise du jeu vidéo a perdu un précieux allié à Hollywood, du moins temporairement. Martin Tremblay, qui occupait depuis 2008 le poste de président de Warner Bros. Interactive Entertainment, a quitté l'entreprise hier, au terme de son contrat.

Joint hier à Los Angeles par *La Presse*, M. Tremblay a affirmé que son départ était le résultat d'une décision prise conjointement par les deux parties au mois de décembre.

« Les contrats américains sont un peu comme ceux d'un joueur de hockey, il y a une date de fin, a-t-il expliqué. À la fin, il y a un choix à faire des deux côtés. J'ai été là sept ans et j'ai eu deux contrats. J'ai pris la décision de partir et ils ont travaillé sur une restructuration de l'équipe en place. C'est un choix de non-renouvellement et on a travaillé à une transition ensemble. »

Warner a nommé David Haddad, jusque-là vice-président exécutif à l'édition, au poste de vice-président exécutif et directeur général. Contrairement à M. Tremblay, il ne portera donc pas le titre de « président ».

De zéro à 1 milliard

M. Tremblay déclare quitter l'entreprise la tête haute.

« On est partis d'une entreprise qui n'était rien dans le domaine du jeu vidéo, sinon un concédant de licence, pour être aujourd'hui dans le top 5 mondial des éditeurs de jeux vidéo, très forts autant sur console que sur mobile. On est passés d'un chiffre d'affaires de presque zéro à presque 1 milliard maintenant. »



Martin Tremblay occupait depuis 2008 le poste de président de Warner Bros. Interactive Entertainment. On le voit ici à Montréal en octobre 2011 au moment de l'inauguration des nouveaux locaux du studio de Warner Brothers Studios.

« Je suis très fier et je suis content de partir pendant que l'entreprise est à son

direction de Warner lui aura aussi permis d'en apprendre beaucoup sur les industries de

« On est partis d'une entreprise qui n'était rien dans le domaine du jeu vidéo, sinon un concédant de licence, pour être aujourd'hui dans le top 5 mondial des éditeurs de jeux vidéo, très forts autant sur console que sur mobile. »

— Martin Tremblay, ex-président de Warner Bros. Interactive Entertainment

sommet. L'année 2015 va probablement être la plus lucrative. De gros titres arrivent, dont *Batman Arkham Knight* et *Mortal Combat*, il y a toute l'explosion de nos investissements en mobile qui arrive... »

Son long séjour à la haute

la télévision et du cinéma, se réjouit-il.

Warner Montréal en bonne position

M. Tremblay assure par ailleurs que son départ devrait être sans conséquence pour le studio montréalais de

l'entreprise, qu'il avait lui-même décidé de mettre en place.

« C'est sûr que j'ai été un défenseur du projet, mais aujourd'hui, ils se défendent très bien eux-mêmes, dit-il. Le talent y est, la qualité des jeux y est et ils ont des mandats importants dans l'entreprise. En plus, l'entreprise est solide. »

Quand on lui demande si le studio montréalais n'en devient pas tout de même plus vulnérable à des décisions qui lui nuiraient, M. Tremblay se fait rassurant.

« En date d'aujourd'hui, il n'y a aucun plan en ce sens, c'est même le contraire. Est-ce que les choses vont changer le 1^{er} mars? Je n'en ai aucune idée. Mais je pense que

LE PARCOURS DE MARTIN TREMBLAY

1999

Il arrive dans le domaine du jeu vidéo en devenant vice-président, finance et administration, puis vice-président directeur d'Ubisoft à Montréal. Il avait auparavant occupé des rôles similaires dans le domaine manufacturier, plus précisément chez le fabricant de murs-rideaux LBL SkySystems.

5 septembre 2000

Il est nommé président et chef de la direction d'Ubisoft à Montréal.

3 avril 2006

En brouille avec la haute direction de l'entreprise et avec celui qui allait devenir son successeur, Yannis Mallat, il annonce sa démission d'Ubisoft Montréal.

20 avril 2006

Il prend la tête, à Los Angeles, de l'ensemble des studios de jeux vidéo d'une autre entreprise française, Vivendi.

Juin 2008

Il prend la tête de Warner Bros. Interactive Entertainment (WBIE), nouvelle division du géant du divertissement consacrée aux jeux vidéo.

27 février 2015

Il quitte la direction de WBIE au terme de son contrat.

L'avenir est très positif pour eux. »

Se disant toujours lié par contrat avec Warner, M. Tremblay a refusé de lever le voile sur ses prochains plans, sinon pour dire qu'il entendait demeurer aux États-Unis, mais n'excluait pas un retour en sol québécois.

Perte pour TVA au quatrième trimestre

LA PRESSE CANADIENNE

Le Groupe TVA a terminé son quatrième trimestre dans le rouge, ce que le groupe de médias a notamment attribué à la baisse des revenus publicitaires du réseau de télévision TVA et aux investissements liés au lancement de la chaîne spécialisée TVA Sports 2.

La filiale de Québecor a affiché hier une perte nette attribuable aux actionnaires de 4,4 millions de dollars pour son trimestre clos le 31 décembre, soit 19 cents par action, ce qui se compare à un bénéfice net de 8,3 millions, ou 35 cents par action, pour la même période un an plus tôt. Les analystes misaient sur un bénéfice par



Le bénéfice d'exploitation ajusté du Groupe TVA a reculé de 66,5% pour s'établir à 6,8 millions au plus récent trimestre.

action de 20 cents, selon les prévisions recueillies par Thomson Reuters.

Les revenus totaux de la société qui crée, produit, diffuse et distribue des produits

audiovisuels et des magazines ont avancé de 8,1% pour atteindre 129,8 millions, comparativement à 120 millions un an plus tôt.

Le bénéfice d'exploitation ajusté du Groupe TVA a reculé de 66,5% pour s'établir à 6,8 millions au plus récent trimestre.

Cette chute a été encore plus prononcée dans le secteur de la télédiffusion et de la production, où le bénéfice d'exploitation ajusté a plongé de 72,4%, à 5,1 millions. Dans le secteur des magazines, le bénéfice d'exploitation ajusté a cédé 10,6%, à 1,7 million, surtout à cause d'une baisse des revenus publicitaires.

Le Groupe TVA a annoncé

en novembre s'être entendu avec l'éditeur Transcontinental pour lui racheter 15 magazines, en échange d'une somme de 55,5 millions. Cette transaction n'a pas encore obtenu le feu vert du Bureau de la concurrence.

La société a en outre clôturé à la fin de décembre son acquisition de la quasi-totalité des actifs de Vision Globale pour 116,1 millions en espèces. Les biens acquis comprennent les Studios Mel's Cité du cinéma à Montréal et les Studios Melrose à Longueuil, deux installations utilisées pour des productions cinématographiques et télévisuelles locales et étrangères, y compris pour le tournage de films à succès américains.

Conrad Black ne pourra plus être administrateur

LA PRESSE CANADIENNE

Conrad Black ne pourra plus jamais occuper les fonctions d'administrateur, de dirigeant ou d'inscrivant pour un émetteur assujéti à la juridiction de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO).

La CVMO, qui supervise le plus important marché boursier du pays – et, conséquemment, les activités de plusieurs sociétés canadiennes inscrites à la Bourse –, a rendu sa décision hier contre M. Black mais aussi contre John Boulbee, ancien directeur financier de Hollinger. Les deux hommes ont été condamnés aux États-Unis. M. Black avait été reconnu coupable de fraude et d'entrave à la justice.

La décision de la CVMO fait suite à des années de litiges entourant les activités du magnat de la presse lorsqu'il dirigeait le groupe Hollinger, qui publiait de grands journaux dans plusieurs pays du monde.

M. Black a toujours plaidé qu'il n'avait pas enfreint

la loi, mais il a purgé en Floride 37 mois, d'une peine de 42 mois de prison, après avoir été reconnu coupable de fraude et d'entrave à la justice. Il avait aussi été condamné à payer une amende de 125 000 \$US. Boulbee, lui, avait été reconnu coupable de fraude aux États-Unis.

Lors de son témoignage devant la CVMO, en octobre dernier, Conrad Black a soutenu qu'il « n'avait d'autre choix » que de contester les tentatives de le radier, et qu'il se devait de blanchir sa réputation face à des allégations et des condamnations qu'il juge non fondées.

Il avait toutefois soumis qu'il ne souhaitait pas du tout occuper des fonctions d'administrateur ou de dirigeant de sociétés qui sont sous la juridiction de la CVMO.

M. Black a déjà été administrateur de plusieurs grandes sociétés, dont la Banque CIBC, et a été dirigeant et administrateur de plusieurs entreprises du groupe de presse Hollinger, qu'il contrôlait à titre d'important actionnaire.



Conrad Black, qui dirigeait le groupe de presse Hollinger, a toujours plaidé qu'il n'avait pas enfreint la loi, mais il a purgé en Floride 37 mois, d'une peine de 42 mois de prison, après avoir été reconnu coupable de fraude et d'entrave à la justice.

Junex et Pétrolia jaillissent en Bourse



PAUL DURIVAGE
BILLET
BOURSIER

Tandis que les petites pétrolières de l'Ouest s'engouffraient, deux pétrolières québécoises en devenir, Junex et Pétrolia, ont jailli en Bourse, cette semaine, dans la foulée de premiers tests de production favorables.

Les deux entreprises d'exploration juniors, actives notamment dans l'île d'Anticosti et en Gaspésie, ont gagné respectivement 67,5 et 18,9 % ces cinq derniers jours à la Bourse de croissance TSX. Les volumes de transactions étaient nettement supérieurs à l'habitude, surtout pour Junex.

2,55\$ en juillet 2011 après avoir été coté à moins de 50 cents pendant des années. Pétrolia a une capitalisation boursière de près de 50 millions, soit 2,5 fois sa valeur comptable. Le fonds spéculatif canadien MM Asset Management est le premier intéressé, avec 8 % des actions.

Les puits giclent

Junex a réussi à extraire quotidiennement plus de 300 barils de pétrole dans le cadre de nouveaux tests de production réalisés au puits Galt n° 4, situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Gaspé. Un signal très encourageant pour l'entreprise, qui envisage d'y réaliser pas moins d'une trentaine de forages.

« Il s'agit d'un débit de production de pétrole commercial même aux prix actuels du pétrole », affirme le président et chef de la direction de Junex, Peter Dorrins. Cela représente de fait un flux de plus de 5 millions US par



PHOTO FOURNIE PAR PÉTROLIA

La société Pétrolia a confirmé qu'il y a bel et bien du pétrole sous les puits Haldimand n° 4, situé à Gaspé. Environ 340 barils de pétrole en ont été extraits pendant les tests d'évaluation de courte durée.

Junex pèse maintenant près de 90 millions de dollars en Bourse, ce qui est presque deux fois plus que la valeur que lui trouvent ses comptables.

Junex, qui a touché jusqu'à 2,02\$ jeudi avant de se replier à 1,34\$ hier, demeure encore bien loin de son sommet historique de 6,91\$ inscrit très momentanément en mai 2008. L'entreprise pèse maintenant près de 90 millions de dollars en Bourse, ce qui est presque deux fois plus que la valeur que lui trouvent ses comptables. Le principal actionnaire est Ressources Québec, dont la mise de 5 millions vaut presque le double aujourd'hui.

Pour sa part, le titre de Pétrolia, aussi très volatil, termine la semaine à 63 cents, après avoir touché 89 cents jeudi matin. Il avait déjà valu

année, suivant le cours actuel du brut.

C'est grâce au forage horizontal, une première au Québec, qu'il a été possible d'extraire plus de 2700 barils en quelques semaines seulement. Pour M. Dorrins, les résultats obtenus jusqu'ici démontrent qu'il est possible de produire du pétrole conventionnel, donc sans fracturation, dans la Belle Province. En plus de ses activités d'exploration, Junex possède Foragaz, la seule société québécoise spécialisée dans le forage pétrolier et gazier.

Pétrolia a quant à elle confirmé qu'il y a bel et

bien du pétrole sous les puits Haldimand n° 4, également situé à Gaspé. Environ 340 barils de pétrole en ont été extraits pendant les tests d'évaluation de courte durée.

« On se dirige maintenant vers la prochaine étape, qui est le test de production. Nous pourrions alors confirmer si le pétrole coule de façon suffisante pour aller en production commerciale », commente le président-directeur général de l'entreprise, Alexandre Gagnon.

Les choses devraient aller rapidement à partir de maintenant. Des jauges de pression sont déjà en place et une lecture sera faite d'ici trois ou quatre semaines. Une pompe de production sera ensuite installée durant environ 60 jours.

L'entreprise de Rimouski possède des intérêts sur un

territoire de 4 millions d'acres, soit environ 71 % du territoire sous permis où il existe un potentiel pétrolier terrestre au Québec.

Péto Québec

Le développement de la ressource pétrolière au Québec a reçu l'appui de personnalités influentes avec la publication du manifeste « Pour tirer profit collectivement de notre pétrole », cosigné par 11 ex-politiciens et décideurs économiques, dont l'ancien premier ministre Bernard Landry.

Près d'une vingtaine de sociétés pétrolières sont actives dans la Belle Province, mais les permis de recherche sont principalement concentrés entre trois d'entre elles: les québécoises Junex et Pétrolia et l'australienne Molopo. Les actions de cette

dernière ne connaissent pas la même fortune et traînent dans les bas-fonds sur le marché au comptoir américain.

LA RECOMMANDATION

Aucun analyste financier ne s'intéresse actuellement au sort de Junex et Pétrolia. De même, ces titres ne figurent dans aucun fonds négocié en Bourse (FMB) qui en diluerait le risque. Les amateurs de petites pétrolières nord-américaines trouveront cependant leur compte d'émotions fortes avec le fonds ZJO de la Banque de Montréal. Pour jouer la carte Québec à fond, il y a toujours le fonds QXM de FirstAsset, avec ses 76 titres vedettes.

Un repli boursier conclut le mois

LA PRESSE CANADIENNE
ET AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE
BOURSIÈRE

TORONTO ET NEW YORK — Wall Street a achevé la semaine et le mois sur un repli et la Bourse de Toronto a clôturé en baisse, hier, après la publication de données économiques jugées décevantes aux États-Unis.

L'indice composé S & P / TSX a retraité de 6,82 points pour terminer la séance à 15 234,34 points, tandis que le dollar canadien s'est apprécié de 0,15 cent US à 79,98 cents US.

« C'est la conclusion tranquille d'une semaine tranquille. » — Jack Ablin, de BMO Private Bank

Les principaux indices boursiers américains ont reculé de façon significative après la publication d'un rapport faisant état d'une croissance annualisée de 2,2 % du produit intérieur brut américain au quatrième trimestre, ce qui s'est avéré plus faible que le taux de 2,6 % précédemment estimé le mois dernier.

Mais les opérateurs ont été encore plus étonnés d'apprendre qu'un important indice sur le secteur manufacturier du Midwest américain avait retraité en février à son plus faible niveau en cinq ans et demi. L'indice des gestionnaires en approvisionnement de Chicago a retraité à 45,8 points, comparativement à 59,4 points en décembre, ce qui témoigne maintenant d'une contraction de l'activité.

Sur Wall Street, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 81,72 points à 18 132,70 points, tandis que l'indice élargi S & P 500 a retraité de 6,24 points à 2104,50 points et que l'indice composé du NASDAQ a rendu 24,36 points à 4963,53 points.

À Toronto, le secteur des métaux et minerais diversifiés a

affiché la meilleure croissance, soit 1,70 %, pendant que le cours du cuivre restait inchangé à 2,69\$US la livre à la Bourse des matières premières de New York.

Le prix du lingot d'or a pour sa part avancé de 3\$US à 1213,10\$US l'once à New York, tandis que le secteur aurifère torontois a gagné 1,1 %.

Le secteur de l'énergie a pour sa part reculé de 0,59 %, même si le cours du pétrole brut a gagné 1,59\$US à 49,76\$US le baril à New York, après avoir plongé la veille de près de 3\$US.

Signe que la mauvaise humeur restait limitée à Wall Street, l'indice élargi S & P 500, jugé plus représentatif par de nombreux investisseurs, a limité ses pertes, cédant 0,30 %, soit 6,24 points, à 2104,50 points.

« C'est la conclusion tranquille d'une semaine tranquille », a résumé Jack Ablin, de BMO Private Bank.

Les indices, stables pendant la majeure partie de la séance, semblent finalement avoir « réagi à quelques contrariétés sur l'économie américaine », a-t-il ajouté.

Dans l'ensemble, la Bourse a cependant enregistré un très bon mois de février, au cours duquel le Dow Jones a gagné 5,64 %, soit sa plus forte hausse mensuelle depuis janvier 2013, et a enregistré un record de clôture mercredi à 18 224,57 points.

AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

AÉROPORTS DE
MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES

4D-8019-15-014

Système de guidage des stationnements à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM à www.admtl.com.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

REVENU
QUÉBEC

SUCCESSIONS NON RÉCLAMÉES PROPRIÉTAIRES OU HÉRITIERS RECHERCHÉS

AVIS

Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions mentionnées ci-dessous. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du ministre dans les dix ans suivant la date à laquelle son droit s'est ouvert.

Nom	Domicile	Date du décès	Reliquat
GINGRAS, Gérald	7095, boulevard Gouin Est, appartement 1432, Montréal	2007-02-23	11 460,41\$
GODBOUT, Laurent	158, rue Nadeau, Saint-Gervais	2008-12-25	24 703,72\$
GRENIER, Jacques	11470, route Pauzé, Entrelacs	2008-08-14	3 505,60\$
GROULX, Jean-Jacques	3547, rue Napoléon-Parent, Vaudreuil-Dorion	2010-04-20	8 762,54\$
GUILLOT, Roger	2025, boulevard Henri-Bourassa Est, appartement 609, Montréal	2008-04-18	206 310,87\$
HUNT, Howard Robert	6212, 24 ^e Avenue, Montréal	2008-07-11	1 939,78\$
JACQUES, Ange-Aimé	1194, route 122, RR 1, Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2006-11-23	13 532,04\$
JOYER, Jean-Pierre	2290, boulevard Henri-Bourassa Est, appartement 33, Montréal	2011-03-27	33 572,68\$
LABARCA, Ernestina	5796, boulevard Saint-Michel, Montréal	2010-11-21	600,96\$
LAFONTAINE, Madeleine	7445, rue Hochelaga, Montréal	2009-06-19	12 893,40\$
LAPORTE, Paul-Raoul	4121, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	2010-08-07	19 748,30\$
LAPRISE, Noella	263, rue Notre-Dame Ouest, Victoriaville	2010-04-25	141 700,43\$
LAREAU, Pierre	2425, rue Cantin, Longueuil	2009-03-13	7 935,97\$
LARIVIÈRE, Alain	727, rue Saint-Isidore, Saint-Lin-Laurentides	2012-01-13	11 139,63\$
LAUZON, Ghislaine	665, rue Hypolite-Bernier, appartement 124, Lévis	2009-11-17	26 370,63\$
LEDUC, Réjean	993, rue Noël-Carter, appartement 213, Québec	2008-07-21	58 438,25\$
LEROUX, David Thomas	6445, boulevard Henri-Bourassa Est, appartement 309, Montréal	2007-04-19	1 749,50\$
LÉVESQUE, Diane	845, rue Giasson, appartement 4, Sept-Îles	2009-09-26	4 735,15\$
LUPO, Emmanuel Jean-Paul	5790, rue de Bordeaux, appartement 2, Montréal	2008-07-06	5 549,62\$
MACKENZIE, Iona	6585, rue Sherbrooke Ouest, Montréal	2011-02-23	3 959,87\$
MALKA, Roger	5350, avenue Macdonald, appartement 107, Montréal	2008-11-06	70 844,51\$
MARCOUX, Henri	81, rue Bonin, Coaticook	2009-08-13	11 221,10\$
MARTEL, Claude	6060, 29 ^e Avenue, appartement 107, Montréal	2010-01-22	10 446,55\$
MCGEE, John-Frédéric	586, rue Sainte-Madeleine, Montréal	2007-01-22	5 450,86\$
MCMMASTER, Norman	3823, Grand Boulevard, Longueuil	2008-11-26	22 976,90\$
NAVARRE, Casimir	196, rue Richelieu, Belœil	2011-01-19	2 259,76\$
PAQUET, Guy	198, rue Arago Est, Québec	2012-09-04	4 104,39\$
PARADIS, François	5050, place Nogent, Brossard	2010-12-24	2 485,49\$
PAUL, Marcel	214, rue Moreau, Saint-Joseph-de-Sorel	2008-01-19	5 632,57\$
PESANT, Maurice	12235, rue Grenet, Montréal	2010-01-21	50 487,31\$
PICARD, Jeannine	3295, boulevard Gouin Est, appartement 1005, Montréal	2010-09-22	21 685,76\$
POIRIER, Théodore	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2009-08-02	18 161,60\$
POULIN, Gaëtan	381, rue Kennedy Sud, Sherbrooke	2008-04-27	10 102,32\$
RAITES, Hélène	1525, rue Principale Nord, L'Annonciation	2007-01-24	10 016,07\$
RIVARD, Robert	2, avenue Saint-Gérard, Saint-Sauveur	1989-10-09	15 650,89\$
ROBINEAU (HOUDE), Yvette	121, rue Principale Est, Rouyn-Noranda	2010-02-24	11 012,54\$
RUSSELL, David	1050, rue Gordon, Montréal	2007-03-03	5 130,64\$
SALLOIS, Claudette	7445, rue Hochelaga, Montréal	2008-07-20	607,35\$
SAVOIE, Jean-Guy	7835, boulevard Saint-Laurent, appartement 17, Montréal	2010-08-29	3 377,44\$
SAINT-GERMAIN, Gisèle	4255, avenue Papineau, Montréal	2010-06-09	2 455,95\$
SAINT-LAURENT, Louise	7400, boulevard Saint-Michel, appartement 324, Montréal	2010-09-20	13 191,66\$
THÉROUX, Robert	231, chemin des Bois-Francis Est, Thetford Mines	2008-01-09	7 142,53\$
THIFFAULT, Marie	5000, avenue Albert-Tessier, Shawinigan	2009-11-02	29 205,74\$
VIGER, Philippe	104, rang Saint-Claude, Saint-Bernard-de-Lacolle	2005-02-03	12 041,32\$
WAJCIESZYN FILION, Rose	3130, rue Jarry Est, Montréal	2010-03-05	57 859,26\$
WALTON, Barbara	377, rue Principale, Lachute	2009-04-09	3 097,10\$

Direction principale des biens non réclamés
500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 10.00
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 1 866 840-6939
www.revenuquebec.ca

Consultez le registre des biens non réclamés à l'adresse
www.revenuquebec.ca/fr/bnr.

HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL

La dénonciation, un parcours rempli d'obstacles



LAURENCE NIOSI
COLLABORATION SPÉCIALE

Victime de harcèlement sexuel, Émilie* a vécu un an d'enfer avant de dénoncer son collègue de travail. Un an de doute, de peur et de remise en question.

Le harcèlement a commencé par des compliments non sollicités qui se sont progressivement transformés en commentaires grossiers et en actes d'exhibitionnisme. « Tu serais mieux avec un jeune qu'un vieux », lui a-t-il lancé dans les toilettes, en se touchant les parties génitales.

Au bout d'un an, Émilie a pris son courage à deux mains et a porté plainte auprès de son syndicat. Après plusieurs rencontres, le syndicat a laissé tomber l'affaire. L'agresseur, après tout, n'avait « pas de note à son dossier », lui a rétorqué le président du syndicat, qui était d'ailleurs un ami intime de l'employé.

Émilie n'a eu d'autre choix que de quitter un emploi qu'elle aimait et qu'elle occupait depuis six ans. À 53 ans, elle doit tout recommencer.

Heureusement, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) a accepté de l'indemniser quelque temps. Une « chance » que n'ont pas toutes les victimes puisque la Commission rejette la grande majorité des demandes.

Un long processus

Le cas d'Émilie est loin d'être une exception. Selon



PHOTO THINKSTOCK

Selon un sondage récent d'Angus Reid, plus de 1 million de Canadiens sont victimes de harcèlement sexuel au travail.

un sondage récent d'Angus Reid, plus de 1 million de Canadiens sont victimes de harcèlement sexuel au travail. Le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail, organisme à but non lucratif, reçoit bon an, mal an autour de 6000 appels.

Cindy Viau, conseillère à la direction pour le Groupe d'aide, suggère aux victimes de harcèlement de commencer par manifester leur désaccord. Si les gestes se poursuivent, elles doivent porter plainte rapidement auprès d'un superviseur ou des ressources humaines.

Une fois avisé, l'employeur doit, de son côté, rencontrer les parties pour tenter de régler la situation à l'amiable

avant de commencer une enquête formelle.

En dernier recours, l'accusé peut porter plainte devant la Commission des normes du travail.

Le seul hic, c'est que la Commission ne reçoit pas les demandes des travailleurs syndiqués, comme Émilie. La victime peut néanmoins déposer une plainte à la Commission pour dénoncer un syndicat qui a failli à ses responsabilités. Mais il s'agit d'une bataille juridique longue et coûteuse, qui se joue parallèlement à la première.

« On est loin d'avoir des procédures optimales, notamment parce qu'on manque de personnel aussi. Ce sont des

cas qui nécessitent du temps et des ressources », souligne Angelo Soares, professeur au Département d'organisation et ressources humaines

à l'UQAM et spécialiste des questions de harcèlement psychologique.

Peu de dénonciations

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que seulement 8 % des victimes de harcèlement au travail dénoncent leur agresseur.

Parmi les raisons invoquées pour ne pas dénoncer: l'importance trop « mineure » de l'événement, la crainte de perdre un emploi, la peur de ne pas être cru, ou une réaction potentiellement « inadéquate » de l'employeur.

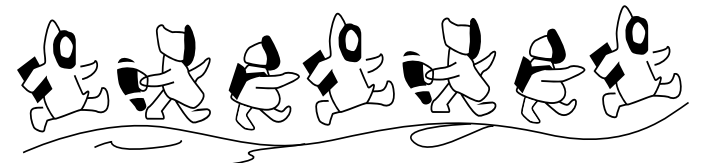
Aujourd'hui sans emploi et déçue par un système qui ne lui a pas rendu justice, Émilie se demande si, en dénonçant son agresseur, elle a fait le bon choix. Elle consulte maintenant un psychologue et ne peut se remémorer les événements sans éclater en sanglots.

Mais un appui comme celui du Groupe d'aide lui a sauvé la vie, dit-elle.

Pour sa part, Cindy Viau est catégorique: les victimes doivent éviter de s'isoler et ne doivent pas avoir peur de se tourner vers des ressources comme un CLSC, un psychologue ou un ami. Et surtout, elles doivent dénoncer leur agresseur rapidement pour éviter que la situation ne dégénère.

Émilie espère néanmoins qu'à l'avenir, les employeurs feront preuve de plus de compréhension. « Quand on dévoile ces choses-là, ils devraient nous croire. Ce ne sont pas des choses qu'on invente », estime-t-elle.

* Nom fictif.



La Commission scolaire Kativik, au service des communautés inuites du Nunavik, regroupe plusieurs établissements répartis dans 14 villages situés le long des côtes de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava. Son centre administratif, actuellement situé à Montréal, est appelé à être relocalisé au Nunavik.

Directeur des Services éducatifs

Brillant leader bilingue du milieu de l'éducation, vous serez ravi de prendre en considération cette perspective d'emploi permanent à temps plein dans laquelle vous pourrez maintenir et gérer le programme d'études et les programmes de la commission scolaire afin d'offrir les normes les plus élevées possibles en matière d'éducation, tout en répondant aux besoins éducatifs des écoles. Basé à Kuujuaq et relevant de la directrice générale, vous serez responsable de tous les programmes pédagogiques et activités connexes, y compris la gestion, la mise en œuvre et l'évaluation du programme d'études et du développement (en trois langues), de la formation et de la recherche, des programmes spéciaux et des services complémentaires de la commission scolaire.

Outre des compétences éprouvées en communication orale et écrite efficace, en anglais et en français, et idéalement en inuktitut, vous apportez à ce rôle un diplôme de 1^{er} cycle (ou de niveau supérieur) dans un domaine approprié, particulièrement en lien avec la conception de programmes d'études. Vous détenez un brevet d'enseignement décerné par le MELS, rehaussé de 8 ans d'expérience pertinente, dont au moins 5 dans un poste de cadre. Vous avez aussi une connaissance et de l'expérience en conception, développement, mise en œuvre et évaluation de matériel pédagogique dans un environnement scolaire incluant la technologie pédagogique, les théories d'apprentissage et les programmes d'évaluation efficaces. Très à l'aise avec les systèmes de technologie avancée de prestation de cours tels que face à face, mixte et à distance, vous démontrez également des habiletés interpersonnelles, organisationnelles et en gestion de projet.

Salaire : De 81 650 \$ à 108 871 \$, selon les qualifications et l'expérience.

Pour de plus amples détails concernant ce poste, consultez la section « Emplois disponibles » de notre site web au www.kativik.qc.ca

Veillez transmettre votre curriculum vitae, avant 16 h le 13 mars 2015, à management@kativik.qc.ca. Vous devez indiquer le numéro de concours DIR/EDUC1503-01 dans l'objet du courriel.

Nous remercions de leur intérêt toutes les personnes qui postuleront; cependant, nous ne communiquerons qu'avec celles dont la candidature aura été retenue. Merci de ne pas téléphoner. Le genre masculin inclut le féminin.



www.kativik.qc.ca

**DIRECTEUR(TRICE)
Services cliniques et professionnels**

Gestion Socius est actuellement à la recherche d'un candidat pour occuper le poste de Directeur (trice) des Services cliniques et professionnels aux Appartements du Square Angus, une résidence pour personnes âgées semi-autonome, laquelle inclut un Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) de 36 lits.

Sous l'autorité du Directeur de résidence, vous planifiez, organisez, dirigez et contrôlez l'ensemble des services cliniques et professionnels offerts aux résidents.

Vous êtes orienté vers l'atteinte des objectifs, êtes minimalement détenteur d'un baccalauréat en soins infirmiers (diplôme de deuxième cycle étant un atout majeur) et êtes membre de l'Ordre.

Vous possédez un minimum de deux (2) ans d'expérience en gestion des soins infirmiers, et ce, principalement en CHSLD. Votre leadership favorise le travail d'équipe et l'approche Milieu de vie. Votre expérience auprès des personnes âgées se reflète dans vos relations interpersonnelles.

Salaire et prime à discuter.
Fin de l'affichage le 16 mars 2015

Contact : lbourdin@appartementssquareangus.com
ou par courriel à :
Appartements du Square Angus
a/s Lyne Bourdin (réception)
3200, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec) H1Y 3P5

Nous communiquerons qu'avec les candidats retenus.

**Directeur(trice)
des opérations-enfouissement**

La Régie intermunicipale d'élimination de déchets solides de Brome-Missisquoi (RIEDSBM), située en Montérégie, est à la recherche d'un candidat pour combler le poste de Directeur des opérations-enfouissement.

Sous la supervision de la Direction générale, la ou le Directeur(trice) des opérations – enfouissement sera responsable de la gestion du personnel des opérations, des activités du lieu d'enfouissement technique (L.E.T), du traitement des eaux de lixiviation et de l'entretien de l'ensemble du site de la RIEDSBM. Globalement, ses tâches consistent à s'assurer de la performance de son équipe, de celle des équipements, à prendre des mesures, à analyser et préparer des rapports statistiques ainsi qu'à appliquer la réglementation ayant trait à la gestion des matières résiduelles.

Vous détenez une formation de baccalauréat en génie civil, combinée à une expérience pertinente d'environ trois à cinq ans. Vous êtes membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec et possédez des connaissances des normes du ministère de l'Environnement et du domaine public.

Si ce défi vous intéresse, faites parvenir votre curriculum vitae à Mme Carole Lebel, directrice générale de la RIEDSBM, 2500 rang Saint-Joseph, Cowansville, QC, J2K 3G6.

Télécopieur : 450 263-4977
Courriel : carole.lebel@riedsbm.ca

Nous respectons le principe de l'équité en matière d'emploi.

Président-directeur général

**ONTARIOPOWER
GENERATION**

Constitué en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (Ontario), Ontario Power Generation (OPG) est une société en propriété exclusive de la province de l'Ontario. OPG a pour mission d'être le producteur d'électricité à faible coût de l'Ontario et selon trois grandes stratégies : l'excellence opérationnelle, l'excellence des projets et la durabilité financière. L'équipe de gestion hautement qualifiée ainsi que les employés d'OPG sont déterminés à fournir, tant aujourd'hui que demain, de l'électricité propre et fiable aux résidents de l'Ontario.

À l'approche du départ à la retraite de l'actuel président-directeur général, le conseil d'administration d'OPG est à la recherche d'un directeur de très grand talent qui veillera à pérenniser les succès de la société. Il mènera à bien la transition fondamentale vers un nouvel avenir prometteur et digne d'une organisation propre, efficace, souple et durable financièrement.

À titre de candidat qualifié, vous avez préalablement occupé un poste de direction dans une grande entreprise syndiquée. Vous avez été à la tête d'une équipe de direction chargée des dépenses importantes en immobilisations et selon des stratégies pluriannuelles. Vous avez travaillé avec un conseil d'administration indépendant, mené à bien des projets de transformation commerciale et établi une culture commerciale novatrice tout en mettant

l'accent sur la sécurité des employés. Vous êtes réputé pour faire preuve d'un jugement sûr dans le règlement de questions d'affaires extrêmement variées, et vous possédez une excellente capacité à communiquer de façon claire et efficace. Vous êtes en mesure d'établir et de maintenir des relations à long terme avec divers groupes. De plus, vous comprenez en quoi consistent les besoins du gouvernement.

Êtes-vous prêt à diriger une organisation qui joue un rôle de premier plan dans la prospérité économique de l'Ontario et la qualité de vie de ses résidents par son offre d'une énergie à faible coût, propre et fiable?

Les pratiques et les principes en matière de diversité s'inscrivent dans la vision d'OPG.

Pour explorer cette occasion exceptionnelle en toute confidentialité, veuillez communiquer avec Ron Robertson au 613-742-3200 ou Kevin Gormely au 416-309-4495, ou transmettez votre curriculum vitae en toute confiance à OPG@boyden.com.

L'utilisation du genre masculin a été adoptée afin de faciliter la lecture et n'a aucune intention discriminatoire.

CALGARY
OTTAWA
TORONTO
VANCOUVER

70 bureaux
dans 40 pays

boyden.com/canada

Boyden



AVIS

Des milliers de biens ne sont pas réclamés par leurs propriétaires ou leurs héritiers. Au Québec, c'est notre organisation qui a été désignée pour liquider les successions et administrer provisoirement les produits financiers et les biens non réclamés.

Vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien ?

Consultez notre site Web, à l'adresse www.revenuquebec.ca/fr/bnr ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés au 1 866 840-6939 pour obtenir de l'information pertinente et connaître la procédure à suivre afin de présenter une réclamation. Les honoraires qui s'appliquent vous seront également expliqués. Ces honoraires seront déduits de la somme que vous réclamerez. Lors de votre démarche, vous devrez nous démontrer que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez.

Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès
ACCIAIOLI, Roberto	7479, rue de Lombardie, Montréal	2011-10-04
ACEVEDO, Vera Luz	4444, rue Clark, appartement 308, Montréal	2011-12-17
ADAMS, Robert	2067, boulevard Benoit-XV, Québec	2012-03-26
ARSÈNE, Denis J.	600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	2012-01-15
AUBRY, Gaëtan	436, boulevard Base-de-Roc, Joliette	2012-04-06
AUCLAIR, Adèle	3525, avenue Swail, appartement 3, Montréal	2011-10-21
AUDET, Clotilde	150, rue Pinel, Saguenay	2012-01-03
AYOTTE, Denise	1740, avenue Émile-Journault, appartement 611A, Montréal	2011-04-06
BARBEAU (BERGERON), Bérandère	3173, boulevard Neilson, appartement 4, Québec	2013-06-15
BARIBAUT (Baribeau), Raymond	4594, rue La Salle, Rawdon	2014-06-28
BARRETO, Pedro	3405, place Decelles, appartement 405, Montréal	2014-02-12
BASTIEN, Guy	1555, du Sommet-Vert, Val-David	2014-06-27
BEAUDOIN, Sylvain	706, rue de la Paix, Saint-Alphonse-Rodriguez	2011-12-23
BÉCHARD, Jean Junior	6631, rue D'Iberville, Montréal	2012-03-16
BÉGIN, Marcel	141, 7 ^e Rang, Saint-Isidore-de-Clifton	2014-05-19
BENARROCH, Elizabeth	3982, chemin de la Côte-des-Neiges, appartement 14A, Montréal	2011-12-16
BERGERON, Pierre	233, 6 ^e Rue Ouest, East Broughton	2014-07-02
BERTRAND, André	3789, rue Notre-Dame, Saguenay	2012-03-06
BERTRAND, Béatrice	1400, boulevard Angrignon, appartement 1519, Lasalle	2014-07-22
BIENVENUE, Sylvio	471, Petit-11 ^e Rang, Saint-Valérien-de-Milton	2014-11-05
BLAKE, Elizabeth Anne	506, route 243, Cleveland	2011-12-06
BLANCHET, Marie-Claire	1195, rue Montcalm, appartement 106, Montréal	2012-01-21
BLANCHETTE, Jean-Claude	220, 7 ^e Avenue, Saint-Jean-sur-Richelieu	2014-08-27
BLONDEAU, John	1000, rue Jacinthe, appartement 12, Saint-Jérôme	2011-11-29
BOISCLAIR, Jocelyne	200, rue Saint-Gabriel, Saint-Gabriel-de-Brandon	2011-11-29
BOISVERT, Madelaine	7445, rue Hochelaga, Montréal	2012-04-18
BOYER, Normand	170, avenue de l'Église, appartement 102, Longueuil	2013-11-17
BRANGER, Marcel	411, rue de la Madone, Mont-Laurier	2011-12-24
BRAULT, Richard	2357, rue des Siffleurs, Vaudreuil-Dorion	2012-03-26
BRISSON, Arthur	9445, avenue de Laval, appartement 1, Québec	2011-12-24
BROCHU, Ludovic	1402, 10 ^e Avenue, appartement 43, Saint-Côme-Linière	2012-05-12
BRUNET, Marielle	2310, boulevard Pierre-Bernard, Montréal	2012-03-19
BUISSON, Jocelyn	596, rue Chénier, Granby	2012-04-07
BUU, Tuc	5272, avenue Charlemagne, Montréal	2012-03-10
CANTIN, Nicole	345, rue Camille, appartement 303, Montréal	2011-12-10
CANUEL, Réjean	14, rue du Parc, Saguenay	2014-05-20
CAQUETTE, Gisèle	422, rue Bourbonnais, Montréal	2012-01-28
CARON, Jean-Pierre	2594, rue Moreau, appartement 5, Montréal	2011-11-29
CARRIER, Jean-Louis	589, rue Principale, Saint-Étienne-de-Lauzon	2014-09-26
CHARBONNEAU, Michel	2047, rue Nicolet, Montréal	2012-05-17
CHAREST, Marc	860, rue de Nemours, appartement 304, Québec	2012-01-15
CHARENTE, Francine	301, rue du Buisson, Matane	2012-05-03
CHARENTE, Rolande (Rolande)	1648, rue De Gaulle, Longueuil	2012-04-05
CHARLEBOIS, René	595, rue de la Sapière, Sorel-Tracy	2013-09-26
CHEVRETTE, Pauline	10997, avenue Lamoureux, Montréal	2012-03-25
CLARK, Micheline	81, rue Tisseur, appartement 315, Longueuil	2013-08-15
CLAUSSEN, Inge	225, avenue De La Présentation, appartement 104, Dorval	2012-03-31
CLERMONT-POIRIER, Rita	5355, chemin de Chambly, appartement 113, Longueuil	2014-02-15
CÔTÉ, Claire	612, 5 ^e Avenue Ouest, chambre 355, Amos	2011-12-24
CÔTÉ, Denise	110, rue De La Barre, appartement 1702, Longueuil	2012-07-20
COURNOYER, Hubert	6022, avenue Pierre-De Coubertin, Montréal	2012-01-03
DALLAIRE, Marcel	700, rue de Lévis, Belœil	2010-12-23
DAUST, Louis	4692, avenue du Château-Pierrefonds, Montréal	2012-02-17
DARLING, Jennifer	5440, place Pontiac, appartement 2, Brossard	2012-03-26
DAVID, Roger-Albert	4105, montée Masson, Laval	2010-11-25
DE MARTINO, Mario	700, boulevard des Chutes, Québec	2011-09-08
DECHELLES, Claude	335, rue Saint-Jacques, appartement 303, Granby	2011-07-09
D'ENTREMONT, Leslie Glenn	4922, rue Magloire, appartement 2, Sherbrooke	2014-10-17
DESCOTEAUX, Pierrette	415, rue Jubinville, appartement 7, Laval	2013-01-02
DESGAGNÉS, Héléne	11519, avenue Pelletier, appartement 330, Montréal	2012-06-06
DESPATIE, Carmen	3404, avenue Prud'homme, appartement 700, Montréal	2009-05-25
DORÉ, Ginette	514, rue Richôme, appartement 17, Repentigny	2012-01-16
D'ORVILLE, Lise	138, rue Jeanne-Mance, Coaticook	2011-11-01
DUBUC, Françoise	182, boulevard Des Ormeaux, appartement 101, Longueuil	2012-08-16
DUFRESNE, Gilles	1752, rue Notre-Dame, Trois-Rivières	2012-02-11
DUPUIS, Daniel	17, rue des Roses, Saint-Jean-sur-Richelieu	2014-07-10
DUPUIS, Éric	267, 47 ^e Rue Ouest, Québec	2011-11-08
DUROCHER, Russel	9091, rue de Godbout, appartement 324, Montréal	2012-02-06
DVAL, Pierre	212, 9 ^e Avenue Sud, appartement B, Sherbrooke	2012-01-05
FAUSSE, Maxime	967, 105 ^e Avenue, Drummondville	2011-11-26
FAUST, Robert	1620, rue McNeil, Sainte-Catherine	2011-11-14
FINN, Aline	1340, rang de l'Achigan Nord, l'Épiphanie	2011-12-24
FLAGEOL, Claude	650, rue Robichaud, Québec	2011-11-14
FLEURY, Monique	216, rue Montmorency, Boischatel	2012-03-12
FORAN, Donald	912, rue Jacques-Cartier Est, Saguenay	2011-05-11
FORTIER (PAINCHAUD), Marcelle	1986, rue Marquette, appartement 1, Longueuil	2011-10-09
FORTIER, Roland	5360, rue du Jalon, Terrebonne	2014-06-09
FORTIN, Michael	5051, 29 ^e Avenue, appartement 108, Montréal	2012-12-08
FOURNIER, Robert	925, rue Belvédère Sud, appartement 1, Sherbrooke	2012-01-15
GADBOIS, Lucille	310, rue Rachel Est, appartement 204, Montréal	2012-04-28
GAUTHIER, Michael	510, rue Saint-Alexandre, appartement A, Longueuil	2012-04-18
GENDRON, Normand	620, rue Principale, Saint-Cléophas-de-Brandon	2014-05-22
GENOVA DIT VINCENT, Rita	6435, chemin de Chambly, appartement 324, Longueuil	2012-01-25
GIRARD, Émile	238, route 201, Rigaud	2014-08-26
GIUSTO, Calogero	275, avenue Brittany, Mont-Royal	2012-05-31
GOSSELIN, Joey	5431, boulevard Léger, Montréal	2012-03-16
GRAVEL, Christian	4280, rue Hochelaga, appartement 23, Montréal	2011-11-14
GRAVELINE, Maxime	1800, rue Dessaulles, Saint-Hyacinthe	2011-09-16
GROLEAU, André	2025, boulevard Henri-Bourassa Est, appartement 605, Montréal	2012-03-01
HARASIMOWICZ, Maria	5750, rue Lavoie, Montréal	2012-06-11
HÉBERT, Raymond	891, rue Perreault, Rouyn-Noranda	2011-10-26
HÉROUX, Jacques	169, rue Bourgeois, Granby	2014-09-23
HEVEY, Richard	1894, avenue O'Brien, Saint-Laurent	2012-02-28
HOULE, Pauline	8471, avenue Henri-Julien, Montréal	2012-02-03
HUBERDEAU, René	5930, boulevard de Milan, Brossard	2011-11-23
HUNTER, Lawrence	90, rue de Chablis, Lévis	2013-07-22
IONESCO, Théodore	6020, boulevard Joseph-Renaud, Anjou	2014-05-02
IONESCU, Constantin	2066, rue Favard, appartement 301, Montréal	2012-06-12
JAQUET, Pierre-Joseph	10231, boulevard Saint-Laurent, appartement 205, Montréal	2012-06-02
KOLOSKY, Bernard	135, rue Léopold-Lachapelle, Terrebonne	2012-02-25
LACHANCE, André	85, rue Gamelin, appartement 304, Québec	2013-02-27
LACHANCE, Michel	834, rue Sainte-Marthe, appartement 4, Thetford Mines	2011-12-16
LACOSTE, Line	248, rue Saint-André Nord, Farnham	2012-03-22
LAFRENIÈRE, Claude	12300, boulevard Laurentien, appartement 450, Montréal	2014-06-21
LAGACÉ, Gaston	116, rue Principale, appartement 2, Châteauguay	2012-05-10
LAMOTHE, André	3178, rue Régina, Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2014-10-26
LAPOINTE, Donald	2038, rue Moreau, Montréal	2011-11-28
LAPOINTE, Ghislain	2312, rue Nadeau, appartement 87, Saguenay	2012-04-30
LAPOINTE, Yolande	825, rue Melançon, Saint-Jérôme	2012-02-13
LAROCHELLE, Roger	37, boulevard Lacombe, Repentigny	2012-02-04
LAROCQUE, Germaine	925, rue de Saint-Jovite, Mont-Tremblant	2011-07-20
LAROSE, Micheline	430, rue Saint-Jacques, appartement A, Granby	2012-01-08
LATREMOUILLE, Françoise	2301, rue Nicolet, Montréal	2014-02-07
LAUZON, Monique	1801, rue Borduas, Sainte-Julie	2012-04-17
LAVOIE, Michel	156, rue de l'Horizon, Lévis	2010-09-11
LAWRENCE, Robert	1803, rue Tupper, appartement 1803, Montréal	2011-04-08
LECHASSEUR, Jean-Jacques	3218, rue Mackay, Longueuil	2012-01-04
LECLERC, Madeleine	7345, rue Berri, Montréal	2011-03-30
LEDUC, Annette	6245, rue Juges, appartement 305, Montréal	2009-01-26
LEDUC, Marie	54, rue de l'Académie, Salaberry-de-Valleyfield	2012-04-08
LEFEBVRE, Monique	990, chemin de la Rivière-du-Loup, Yamachiche	2011-11-28
LEFEBVRE, Yvon	3090, rue Bolduc, appartement 11, Montréal	2011-12-04
LÉGARE, Louis	135, rue Notre-Dame-des-Anges, appartement 407, Québec	2014-06-12
LEMIEUX, Carol	22, avenue Alary, appartement 203, Saint-Sauveur	2011-12-26
LEMIEUX, Réal	110301, boulevard Langelier, appartement 31, Montréal	2012-02-08
LÉONARD, Marcel	75, boulevard des Hauts-Bois, appartement 304, Sainte-Julie	2011-11-28
LESSARD, Bernard	211, rue de Saint-Janvier, Saint-Jérôme	2011-11-04
LESSARD, Line	589, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	2012-03-17
LÉTOURNEAU, Michel	11000, rue Sainte-Julie, Chambre 11A, Montréal-Est	2012-03-15
LÉVESQUE, Jean-Claude	1205, rue du Curé-Labelle, Québec	2011-12-22
LEVESQUE, Lina	90, chemin du Docteur-Lemay, Rouyn-Noranda	2012-01-28
LÉVESQUE, Lionel	1431, chemin des Patriotes, Sorel-Tracy	2012-05-22
MAHEU, Yolande	515, rue des Arpents-Verts, Saint-Cyprien-de-Napierville	2014-09-19
MARCHANT, Serge Paul	4720, avenue Bourbonnière, appartement 2, Montréal	2014-01-06
MARLEAU, Ronald	10761, rue du Peuplier, Terrebonne	2013-08-30
MCCARTHY, Claude	346, boulevard Adolphe-Chapleau, appartement 2, Bois-des-Filion	2014-10-02
MEILLEUR, Roger	4255, avenue Papineau, Montréal	2009-02-20
MELANÇON, Jean-Guy	90, rue Como-Gardens, appartement 105, Hudson	2012-01-06
MERCIER, Diane	305, 22 ^e Rue, appartement 102, Saint-Georges	2012-06-08
MERLETTE, Édouard	3535, avenue Laurier Est, appartement 102, Montréal	2011-08-08
MÉTHOT, Albert	555, boulevard De Comporté, La Malbaie	2011-10-19
MICHAUD, Louis	166, rue de l'Église, appartement 302, Longueuil	2012-07-16
MICHAUD, Raymond	459, rue Saint-Thomas, Joliette	2013-05-20

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver des personnes qui ont droit à un héritage). Sachez qu'un *chercheur d'héritier* peut exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d'accéder aux renseignements préliminaires concernant l'héritage. Notez que nous ne sommes aucunement responsables des frais que vous pourriez engager auprès d'un *chercheur d'héritier*.

Nous remettrons les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifesteront dans les délais prescrits. Notez que pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d'un délai de dix ans à compter de la date d'ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes inférieures à 500\$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans à compter de leur remise au ministre des Finances.

Nous agissons conformément aux dispositions de l'article 16 de la Loi sur les biens non réclamés et de l'article 699 du Code civil du Québec.

Note : Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils nous ont été transmis.

MONAST, René	284, boulevard Monchamp, appartement 200, Saint-Constant	2012-03-04
MORISSEAU, Jacques	70, terrasse Gravel, Lavaltrie	2014-04-04
MURRAY, William	550, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2011-10-24
NADEAU, Louis	120, rue Rousseau, East Angus	2012-01-19
OLKOWICZ, Nadine	77, chemin du Vide, Saint-Angèle-de-Monnoir	2011-01-08
ODIT, Lyndon	112, rue Carole, Saint-Lin-Laurentides	2013-10-18
PAQUET, Michel	1683, rue Bellevue, Val-d'Or	2014-06-11
PARENT, Nicole	75, rue Saint-Georges, Drummondville	2011-10-18
PARENTIER, Marinette	700, avenue Murray, appartement 208A, Québec	2014-02-21
PELLETIER, Manon	952, chemin des Patriotes Ouest, appartement 1, Otterburn Park	2011-10-07
PETIT-HOMME, Edzer	2756, croissant Dumont, Mascouche	2011-08-16
PICARD, Claude	57, rue Gillespie, appartement 305, Sherbrooke	2012-04-03
PICARD, Magella	350, boulevard Taché Ouest, Montmagny	2012-03-13
PICHÉ, Jerry (Gérard)	193, rang 3 Est, Saint-Janvier-de-Joly	2014-06-17
PIGNATEL, Eliane Paule	4565, chemin Queen-Mary, Montréal	2012-02-26
PLAMONDON, Jean	568, rue du Portage, Mont-Laurier	2013-07-22
PLANTE, Michèle	481, rue Laurent-O.-David, Boisbriand	2011-10-25
POIRIER, Geneviève	4329, avenue Isabella, Montréal	2011-09-05
PRATTE, Gordon	7170, rue Berri, appartement 215, Montréal	2012-03-14
PROVENCHER, Suzanne	255, avenue de la Concorde Nord, Saint-Hyacinthe	2012-02-19
RAKAUKAS, Antanas	650, place d'Accueil, Montréal	2011-11-24
RAYMOND, Hector	60, rue Principale, Durham-Sud	2013-03-31
REGISTRE, Romilus	4898, rue de la Fabrique, appartement 3, Laval	2014-04-06
RENAUD, Gilles	524, avenue Bernatchez, appartement 2, Québec	2011-12-16
RIVET, Pierre	5183, rue Cartier, Montréal	2012-01-03
ROBICHAUD, Martin	4072, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2011-11-07
RODRIGUE, Gisèle	7830, rue Madeleine-Huguenin, appartement 2, Montréal	2012-02-04
ROLLER, Albert	801, chemin de la 1 ^{re} Concession, Hinchbrook	2014-03-15
ROUSSEL, Marie	3350, boulevard Cavendish, appartement 351, Montréal	2012-03-25
ROUSSEL, Paul-André	1315, rue Garnier, appartement 10, Québec	2014-08-21
ROY, Michel	5347, rue Cadillac, Montréal	2012-02-23
SABOURIN, Jean-Paul	485, 26 ^e Avenue, Deux-Montagnes	2012-02-23
SABOURIN, Maurice	306, chemin de Sainte-Anne Sud, Sainte-Anne-de-la-Rochelle	2012-03-02
SAINT-PIERRE, Fernand	400, 12 ^e Avenue Nord, appartement 101, Sherbrooke	2013-01-01
SANTORO, Thérèse	6767, rue Cartier, Montréal	2011-07-08
SAULNIER, Claude	7891, avenue Salomon-Marion, appartement 7, Montréal	2014-04-05
SAUVÉ, Linda	70, rue Rémy, appartement 3, Longueuil	2013-11-27
SAVARD, Diane	1649, rue du Paradis, Saint-Lin-Laurentides	2011-09-01
SENIER, James Michael	100, rue Pierre-Foretier, Montréal	2012-04-14
SHERBATICOUCK, Paul	2446, avenue Mariette, Montréal	2012-02-26
SIMARD, Léonce	1557, rue Liébert, Montréal	2013-05-10
SMITH ROSS, Florence	310, rue Joseph-Isabelle, appartement 101, Québec	2014-07-31
SUTTON, Blaine	inconnue	2011-07-16
TANG, Philippe	4700, avenue Dornal, Montréal	2011-09-29
TARDIF, André	12235, rue Grenet, Montréal	2012-03-02
TAWEL, Camil	197, rue Principale, Saint-René	2012-03-20
THÉRIAULT, Norbert	414, avenue de l'Amitié, appartement B, Saint-Pascal	2011-11-24
THOMAS, Brenda	12225, boulevard Langelier, Montréal	2012-04-29
TREMBLAY, Jean	100, rue De Gaspé, appartement 415, Montréal	2014-09-21
TREMBLAY, Jean-Pierre	680, boulevard Talbot, Saguenay	2014-06-25
TREMBLAY, Martine	1299, rue Scott Ouest, Alma	2012-03-28
TREMBLAY, Micheline	13531, rue Notre-Dame Est, appartement 102, Pointe-aux-Trembles (Montréal)	2011-09-11
TUCCI, Aldo	5239A, rue Bélanger, appartement 5, Montréal	2014-01-04
TURGEON, Marie Sylvie	179, rue Radisson, Longueuil	2011-12-14
VAILLANCOURT, Normand	2675, boulevard Pie-IX, chambre 1, Montréal	2012-01-20
VALLIÈRES, Serge	93, rue des Castels, appartement 307, Lévis	2012-03-08
VALOIS, Jean-Pierre	315, rue du Collège, appartement 2, Sorel-Tracy	2012-04-02
VAUDRY, Roger	401, rue Léonard, Saint-Jérôme	2011-11-25
VEILLEUX, Ryan	4190, 51 ^e Rue, appartement 3, Montréal	2014-03-28
VIGÉANT, Pierre	2005, rue Papineau, appartement 3, Longueuil	2011-12-16
VOYER, Jean-Paul	1940, rue Jean-Picard, appartement 1, Laval	2011-11-29

Biens des personnes morales dissoutes

2622-1499 Québec inc.
Hudson Holdings Company
Société d'aménagement de l'Île Lebel

Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que nous agissons aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec et que nous avons procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès
BEAUCHAMP, Joyce	7344, rue Belleval, Montréal	2012-01-04
BERNIER, Jacques	3285, rue French, Montréal	2011-10-10
CARON, Laurent	94, rue du Couvent, Saint-André-d'Argenteuil	2012-07-19
CARUFEL (DECARUFEL), Nicole	19, rue Saint-Joseph, Maskinongé	2013-03-10
CAYER, Normand	8178, rue de l'Aunis, appartement A, Montréal	2012-02-15
CHASLES, Pierre	140, avenue Hochar, Saint-Sauveur	2010-04-09
CINQ-MARS, Marcel	3450B, rue Drummond, appartement 1125, Montréal	2012-01-08
CÔTE, Vincent	228, rue Blanchard, Saint-Damase	2009-09-17
DE YOUNG, Steven	504, avenue Sénécal, Montréal	2012-11-07
DIOTTE, Denis	12305, rue De Montigny, Montréal	2010-10-18
DUBÉ, Gaston	200, rue Ernest,	